



Conseil Economique
et Social

Distr.
GENERALE

E/CN.4/1990/48/Add.3
31 janvier 1990

FRANCAIS
Original : ANGLAIS/ESPAGNOL/
FRANCAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Quarante-sixième session
Point 25 de l'ordre du jour

ELECTION DES MEMBRES DE LA SOUS-COMMISSION DE LA LUTTE CONTRE LES
MESURES DISCRIMINATOIRES ET DE LA PROTECTION DES MINORITES

Note du Secrétaire général

Additif

1. Conformément aux résolutions pertinentes du Conseil économique et social, et en particulier à la résolution 1986/35 du 23 mai 1986, la Commission des droits de l'homme est appelée, à sa quarante-sixième session, à élire la moitié des membres de la Sous-Commission et, le cas échéant, leurs suppléants, dont le mandat expirera au bout de deux ans, selon la formule suivante : trois membres parmi les Etats d'Afrique, trois membres parmi les Etats d'Asie, un membre parmi les Etats d'Europe orientale, trois membres parmi les Etats d'Amérique latine, et trois membres parmi les Etats d'Europe occidentale et autres Etats.
2. Dans les documents E/CN.4/1990/48 et Add.1 et 2, le Secrétaire général a informé la Commission des candidatures de membres et de suppléants reçues à la date du 6 décembre 1989. Ces documents contenaient également les curriculum vitae des candidats, tels qu'ils étaient parvenus au secrétariat.
3. D'autres candidatures et curriculum vitae ayant été reçus depuis cette date, on trouvera ci-après la liste des candidatures à la Sous-Commission mise à jour au 25 janvier 1990, ainsi que les curriculum vitae qui ne figuraient pas dans les documents E/CN.4/1990/48 et Add.1 et 2, ou qui ont été reçus depuis le 6 décembre 1989 (voir l'annexe).
4. D'autres communications et candidatures seront reproduites dans des additifs.

5. La liste des candidatures, mise à jour au 25 janvier 1990, s'établit comme suit :

ETATS D'AFRIQUE

<u>Etat Membre</u>	<u>Expert proposé</u>	<u>Suppléant proposé</u>
Algérie	Mme Fatima Ksentini **	Mme Farida Aiouaze **
Burkina Faso	M. Jean Marie Apiou **	M. Doulaye Corentin Ki **
Burundi	M. Laurent Nzeyimana *	
Côte d'Ivoire	M. Anoman Oguie ***	M. Kpota Eugène ***
Gambie	M. Hassan Jallow *	
Nigéria	Mme Judith Attah *	Mme Christy Mbonu *
République centrafricaine	Mme Thérèse Dejean *	M. Zacharie N'Douba *
Sénégal	M. El Hadji Guisse *	M. Ndary Toure *
Tchad	M. Nainla Ngarry-Mbailao *	M. Guele Djankouman *
Togo	M. Yawovi Agboyibo *	M. Aboudou Assouma *
Zimbabwe	M. Stephen Kokerai *	M. E. Chikove *

ETATS D'ASIE

<u>Etat Membre</u>	<u>Expert proposé</u>	<u>Suppléant proposé</u>
Chine	M. Tian Jin *	M. Zhan Daode *
Inde	M. Murlidhar Bhandare *	
Iran	M. Mohammad-Javad Zarif *	
Jordanie	M. Awn Shawkat Al-Khasawneh *	M. Waleed Sadi *
Liban	M. Mohamad Majzoub **	M. Osman El-Hajje **

ETATS D'EUROPE ORIENTALE

<u>Etat Membre</u>	<u>Expert proposé</u>	<u>Suppléant proposé</u>
Union des Républiques socialistes soviétiques	M. Stanislav Chernichenko *	M. Teimuraz Ramishvili *

ETATS D'AMERIQUE LATINE

<u>Etat Membre</u>	<u>Expert proposé</u>	<u>Suppléant proposé</u>
Argentine	M. Leandro Despouy *	M. Juan Carlos Hitters **
Brésil	M. Gilberto Vergne Saboia *	Mme Marília Sardenberg Zelner Gonçalves *
Costa Rica	M. Luis Varela Quirós *	M. Jorge Rhenán Segura *
Mexique	M. Claude Heller *	M. Héctor Fix Zamudio *
Panama	M. Oscar Ceville *	Mme Mirta Saavedra *
République dominicaine	Mme Radhys Abreu de Polanco **	Mme Grey Soriano de Raful **

ETATS D'EUROPE OCCIDENTALE ET AUTRES ETATS

<u>Etat Membre</u>	<u>Expert proposé</u>	<u>Suppléant proposé</u>
Espagne	M. Eugenio Gay Montalvo *	M. José Manuel Bandrés Sanchez-Cruzat *
France	M. Louis Joinet *	M. Alain Pellet *
Grèce	Mme Erica-Irene Daes *	
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	Mme Claire Palley *	M. John Merrills *

* Voir le curriculum vitae dans l'annexe des documents E/CN.4/1990/48 et Add.1 et 2.

** Voir le curriculum vitae dans l'annexe du présent document.

*** Le curriculum vitae n'est pas encore parvenu au secrétariat et fera l'objet d'un additif.

Annexe

CURRICULUM VITAE

Mme Fatma Zohra KSENTINI (expert)

(Candidature proposée par le Gouvernement algérien)

Lieu de naissance : Algérie

Date de naissance : 11 février 1952

Etat civil : Mariée

Etudes :

- Titulaire d'une licence en droit de la faculté de droit de Ben Aknoun (Université d'Alger)
- Diplômée de l'Ecole nationale d'administration

Langues : Arabe, français, anglais

Cours spécialisé de l'UNITAR sur le système des Nations Unies à Genève, 1981

Cours de langues des Nations Unies dont diplôme "Proficiency" des Nations Unies en anglais (1982)

Université de Genève (droit international humanitaire et droits de l'homme)

Fonctions remplies :

Enseignement en droit public dans le centre de formation administrative de Blida (Algérie, 1975-1978)

Secrétaire aux affaires étrangères (1977)

Chef du Bureau des organisations internationales et chargée de la sous-direction de la planification et de la synthèse au sein de la Direction générale de la coopération internationale (1978-1981)

Deuxième puis Premier Secrétaire au sein de la représentation permanente de l'Algérie auprès de l'Office des Nations Unies à Genève (1981-1986)

A apporté sa contribution au cours dispensé par l'UNITAR au bénéfice de diplomates africains (1985)

Conseillère exerçant actuellement les fonctions de Sous-Directeur des conventions multilatérales au sein du Département des affaires politiques internationales du Ministère des affaires étrangères

A participé en tant que déléguée, conseillère ou expert à de multiples réunions à caractère multilatéral dans divers domaines, social, économique et humanitaire, notamment :

1977-1980 : Différentes réunions de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), y compris la quatrième Conférence de Manille, des réunions du Conseil et des commissions et des conférences spéciales à Genève

Comité exécutif du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (trente et unième à trente-huitième session, 1980-1987)

Première et deuxième Conférence internationale sur l'assistance aux réfugiés africains (CIARA I-1981, CIARA II-1984)

Deuxième Conférence mondiale contre le racisme et la discrimination raciale (1983)

Comité du désarmement (1983-1984)

Conseil économique et social des Nations Unies (ECOSOC) (1982-1985)

Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) (1982)

Conférence internationale du travail de l'OIT (1986) et notamment Commission tripartite sur l'apartheid

Comité intergouvernemental des migrations (CIM), et notamment les séminaires organisés sur les migrants sans documents (1982-1984)

Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités (observateur pour la période 1982-1984)

Commission des droits de l'homme : déléguée observateur pour la période 1983-1985; déléguée membre de la Commission pour les périodes 1981-1982 et 1986-1987

Groupe intergouvernemental d'experts sur le droit au développement (1981-1984). A été Vice-Présidente de ce groupe

Réunions, séminaires, tables rondes et colloques sur les droits de l'homme et le droit humanitaire organisés par les Nations Unies, le Comité international de la Croix-Rouge, l'UNDRO, le HCR, les organisations non gouvernementales, la Commission indépendante sur les questions humanitaires, l'Université pour la paix et autres organisations et institutions.

Mme Farida AIOUAZE (Suppléante)

(Candidature proposée par le Gouvernement algérien)

Nom, prénom : AIOUAZE, Farida

Date et lieu de naissance : 9 août 1952 à Lyon (France)

Fonctions : Conseillère aux affaires étrangères

Etudes :

Licence en droit (Université de Ben Aknoun - Alger)

D.E.A. en droit de l'Université de Paris II

Langues : Arabe, français, anglais, espagnol

Entrée au Ministère des affaires étrangères en 1981 (DEOAN et DAPI)

Affectation : Mission permanente d'Algérie à New York (déléguée à la Troisième Commission)

A participé aux réunions suivantes :

Trente-huitième session de l'Assemblée générale de l'ONU
(septembre-décembre 1983) : membre de la délégation algérienne

Quarantième, quarante et unième, quarante-deuxième, quarante-troisième et
quarante-quatrième sessions de l'Assemblée générale de l'ONU
(septembre-décembre 1985 à 1989) : déléguée à la Troisième Commission

ECOSOC : déléguée de l'Algérie aux premières sessions ordinaires
du Conseil économique et social pour les années 1986, 1987, 1988 et 1989

UNICEF : déléguée de l'Algérie aux sessions du Conseil d'administration
du Fonds des Nations Unies pour l'enfance pour les années 1986, 1987,
1988 et 1989

Commission des droits de l'homme : membre de la délégation algérienne à
la quarante-cinquième session de la Commission des droits de l'homme.

M. Juan Carlos HITTERS (suppléant)

(Candidature proposée par le Gouvernement argentin)

Date de naissance : 25 septembre 1941 (La Plata, province de Buenos Aires)

Titres universitaires :

Avocat (1965 - Faculté des sciences sociales et juridiques de l'Université nationale de La Plata)

Docteur ès sciences juridiques (1977 - Université nationale de La Plata)

Fonctions exercées dans l'enseignement :

Professeur titulaire ordinaire de procédure à l'Université nationale de La Plata

Directeur de l'Institut de procédure de la Faculté des sciences sociales et juridiques de l'Université nationale de La Plata

Publications :

Ouvrages

El juicio oral en materia civil y comercial (1974)

Revisión de la cosa juzgada (1977)

Temas de casación y recursos extraordinarios (en collaboration, 1982)

La justicia entre dos épocas (en collaboration, 1983)

Técnica de los recursos extraordinarios y de la casación (1984)

Técnica de los recursos ordinarios (1985)

Derecho Internacional de los Derechos Humanos (2 volumes, 1977)

Articles

A publié de nombreux articles relatifs à la procédure et aux droits de l'homme dans des publications spécialisées, argentines et étrangères. Parmi ces écrits figurent :

"El derecho al desarrollo y las Naciones Unidas (como derecho individual y colectivo)" - La Ley, 1989.

"La Corte Internacional de Justicia. Aspectos Procesales" - La Ley, 1989.

"Democracia y derechos humanos". Jurisprudencia argentina, 1989.

"Protección de los derechos humanos (visión sintética)" - El Derecho, 1989.

"La Declaración universal de los Derechos Humanos" - El Derecho, 1989.

"La Corte Interamericana" - Pérou, 1989.

Conférences et congrès :

A donné de nombreuses conférences dans différentes institutions et universités et a pris part à des congrès sur des questions relevant de sa spécialité, en Argentine et à l'étranger.

Fonctions exercées actuellement :

Juge à la Chambre fédérale de La Plata (province de Buenos Aires)

Membre de l'Institut ibéro-américain de procédure

Membre de l'Association internationale des spécialistes de la procédure

Conseiller auprès du Secrétaire d'Etat à l'intérieur (Ministère de l'intérieur).

M. JEAN MARIE APIOU (expert)

(Candidature proposée par le Gouvernement du Burkina Faso)

Né en 1934 à Po, province de Nahouri, Burkina Faso

Cursus universitaire

Licencié en droit

Diplômé de la Section judiciaire de l'Institut international d'administration publique de Paris

Diplômé universitaire d'études littéraires de philosophie du Centre d'enseignement supérieur de Ouagadougou

Certifié d'études supérieures de sociologie générale de la faculté des lettres et des sciences humaines de Paris (Sorbonne)

Licencié ès lettres d'histoire de l'Université de Ouagadougou

Activités professionnelles

Juge d'instruction près le Tribunal de première instance de Ouagadougou

Juge-Président du Tribunal de première instance de Dédougou

Procureur de la République (du Faso) P.I. près le Tribunal de première instance de Bobo-Dioulasso

Juge-Président du Tribunal de première instance de Ouahigouya

Procureur de la République (du Faso) près le Tribunal de première instance de Ouagadougou

Avocat général près la Cour suprême (Hautes Cours)

Premier Président de la cour d'appel de Ouagadougou

Procureur général près la Cour suprême (Hautes Cours)

Conseiller juridique du Président de la République

Directeur des affaires civiles, pénales et du sceau au Ministère de la justice

Directeur général des services judiciaires du Burkina

Professeur d'histoire-géo au collège Victor Hugo

M. DOULAYE CORENTIN KI (suppléant)

(Candidature proposée par le Gouvernement du Burkina Faso)

Identité

Nom : Ki
Prénoms : Doulaye Corentin
Né le : 12 décembre 1946 à Kissan, département de Yaba, province du Sourou
Nationalité : Burkinabé
Marié, 4 enfants

Carrière scolaire

1963 Breveté de l'enseignement secondaire du Burkina
1966 Bachelier de l'enseignement secondaire du Burkina
1969 Diplômé de l'Institut des sciences politiques de l'Université d'Aix-Marseille
1969 Diplômé d'études juridiques générales de la Faculté de droit et sciences économiques de l'Université d'Aix-Marseille
1971 Diplômé de l'Institut international d'administration publique de Paris (IIAP) - section diplomatique

Carrière professionnelle

10 janvier 1972 Conseiller des affaires étrangères, stagiaire au Ministère des affaires étrangères et de la coopération
Affectation : Direction de la coopération internationale
1972-1973 Chef de service de la coopération culturelle et scientifique
1973-1974 Chef de service de la coopération multilatérale
06/74-10/78 Directeur des affaires politiques du Ministère des affaires étrangères et de la coopération
10/78-06/80 Directeur du Département Europe-Amérique du Ministère des affaires étrangères
07/80-11/80 Secrétaire général de la Présidence de la République
1981-1983 Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire du Burkina Faso au Canada
01/84-01/85 Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire du Burkina Faso aux Etats-Unis d'Amérique (Washington)

01/85-03/87 Chef de la Division ONU au Ministère des relations
extérieures et de la coopération du Burkina Faso

Depuis mars 87 Conseiller au Cabinet du Ministre des relations extérieures

Stages

1971 Institut international des droits de l'homme
(Institut René Cassin) : Strasbourg

1971 Stage à Bruxelles aux Communautés européennes, un mois

1973 Stage à l'Ecole internationale de Bordeaux : Cycle tiers
monde, six mois (dont un stage sur le terrain à Bamako, Mali,
sur la réforme de l'enseignement au Mali)

Expérience internationale

Participation à de nombreuses rencontres et conférences dans
le domaine économique et politique, notamment :

Membre de la délégation burkinabé aux vingt-neuvième,
trentième, trente et unième, trente-deuxième,
trente-troisième, trente-quatrième, trente-septième,
trente-huitième, trente-neuvième, quarante et unième sessions
de l'Assemblée générale des Nations Unies, New York

Membre et chef de délégation à plusieurs réunions du Comité
et du Conseil de développement industriel, Vienne (Autriche)

Membre de la délégation sur l'étude des textes juridiques de
la CEDEAO, Lomé (Togo), 1972

Membre de la délégation burkinabé aux négociations
commerciales multilatérales "Tokyo Round", 1973

Colloque sur les droits de l'homme, Moscou, 1975

Membre de la délégation burkinabé au Colloque de Dakar :
"La Namibie et les droits de l'homme", 1976

Membre de la délégation burkinabé à la Ve Conférence au
sommet des pays non alignés, Colombo (Sri Lanka), 1976

Membre de la délégation burkinabé au sommet franco-africain
de Bangui, 1978

Participation au Colloque des Nations Unies sur les droits de
l'homme en Afrique du Sud, Maseru (Lesotho), 1978

Expert du Burkina Faso à la Réunion d'experts sur la création
d'un organe supranational de la francophonie, Dakar, 1980

Chef adjoint de la délégation au sommet franco-africain
de Nice, 1980

Membre de la délégation burkinabé à la Réunion des ministres et à la Conférence islamique, Dakar

Membre de la délégation burkinabé au Conseil de sécurité de l'ONU, 1984-1985

Rapporteur de la Première Commission de l'ONU à la quarante et unième session de l'Assemblée générale

Envoyé spécial auprès de plusieurs chefs d'Etat africains

Autres expériences

Fondateur et Président du "Comité voltaïque de lutte contre l'apartheid et le racisme" (COVAR)

Nombreuses conférences au Burkina Faso sur le système des Nations Unies et l'apartheid

Professeur à l'Ecole nationale d'administration et de la magistrature de Ouagadougou. Matières : histoire diplomatique et organisations internationales

Secrétaire adjoint aux relations extérieures du Mouvement burkinabé pour les droits de l'homme et des peuples

Recherches ou écrits

- 1969 Mutations politiques des sociétés africaines : le cas de la Haute-Volta (Mémoire de fin d'études de l'Institut d'études politiques)
- 1971 Le FED et la Haute-Volta : un exemple de coopération (Mémoire de fin de stage de l'IIAP de Paris)
- 1973 La réforme de l'enseignement au Mali (Mémoire de stage à l'Ecole internationale de Bordeaux)
- 1988 Introduction à la politique étrangère du Burkina Faso, tome 1, 210 pages

Publications

Essais parus dans des journaux burkinabé

La problématique de la coopération (l'Observateur), 1973

L'ONU ou les ambiguïtés d'une organisation (l'Observateur), 1974

Pour un nouvel ordre économique national (l'Observateur), 1978

L'OUA ou la problématique de l'unité africaine (Sidwaya), 1985

Mme Rhadys Iris ABREU BLONDET DE POLANCO (expert)

(Candidature proposée par le Gouvernement de la République dominicaine)

Nom : Abreu Blondet de Polanco

Prénoms : Rhadys Iris

Nationalité : Dominicaine

Lieu de naissance : Saint-Domingue

Situation de famille : Mariée

Profession : Avocate

Carte d'identité No : 87233, première série

Adresse personnelle : Calle Rafael Augusto Sánchez No 4,
Ensanche Piantini,
Santo Domingo, République dominicaine

Adresse professionnelle : Calle Fabio Fiallo No 63,
Ciudad Nueva,
Santo Domingo, République dominicaine

Téléphone : Domicile : 566-2865
Bureau : 688-4082

Nom du conjoint : José Octavio Polanco Brito

Nombre d'enfants : Trois : Rhadys Balbina
Natalia Mercedes
José Octavio Junior

Etudes :

Docteur en droit (avec mention), Université autonome de Saint-Domingue, République dominicaine.

Diplôme de hautes études en droit pénal, criminologie et droit pénitentiaire, Université d'Etat de Rome, Italie.

Diplôme de perfectionnement en politique internationale et en droit international, Université d'études sociales (PRODEO), Rome, Italie.

Cours spécialisé d'études européennes, Institut "Alcide de Gasperi", Rome, Italie. XVème Cours international de criminologie, Rome, Italie.

Colloque sur la justice pénale dans la République dominicaine, Université autonome de Saint-Domingue, République dominicaine.

Le système électoral dominicain, Université nationale Pedro Henríquez Ureña, Saint-Domingue, République dominicaine.

Cours de formation à la diplomatie, Ecole diplomatique et consulaire du Secrétariat d'Etat aux relations extérieures, Saint-Domingue, République dominicaine.

Cours sur les voies d'exécution (la saisie), Universidad Católica Madre y Maestra, Santiago, République dominicaine.

Connaissances linguistiques :

Espagnol et italien; connaissances d'anglais et de français.

Réunions et congrès :

Participation à la XIème Rencontre américaine du notariat latin, Saint-Domingue, République dominicaine.

Participation à la XIIème Rencontre américaine du notariat latin, Ciudad Guatemala, Guatemala.

Participation au XVème Congrès international du notariat latin, Paris, France.

Participation au XVIème Congrès international du notariat latin, Lima, Pérou.

Participation au XVIIème Congrès international du notariat latin, Florence, Italie.

Participation au Ier Congrès ibéro-américain d'informatique juridique, Saint-Domingue, République dominicaine.

Participation à la IIème Journée du notariat ibéro-américain, Santiago du Chili, Chili.

Participation à la Ière Journée du notariat dominicain, Bávaro Beach, Igüey, République dominicaine.

Participation à la IIème Journée du notariat de l'Amérique du Nord, de l'Amérique centrale et des Caraïbes, San Juan, Porto Rico.

Participation au XVIIIème Congrès de l'Union internationale du notariat latin, Montréal, Canada.

Participation à la IIIème Journée du notariat de l'Amérique du Nord, de l'Amérique centrale et des Caraïbes, San Salvador, El Salvador.

Participation au XIXème Congrès de l'Union internationale du notariat latin (UINL).

Prix et distinctions honorifiques :

Certificat de reconnaissance du Rotary Club Santo Domingo Bella Vista, 1983.

Diplôme d'honneur de l'Ambassade du Chili dans la République dominicaine, 1984.

Diplôme d'honneur de la Table ronde panaméricaine, 1984.

Déclarée hôte d'honneur de la municipalité de Higüey par le conseil municipal de Salvaleón de Higüey, République dominicaine, 1985.

Diplôme d'honneur de la Chambre dominicaine des notaires, 1985.

Plaque d'honneur du chef d'entreprise émérite décernée par l'Association interaméricaine des chefs d'entreprise, 1985.

Grand-croix de l'Ordre du libérateur Bernardo O'Higgins, 1986.

Fonctions exercées :

Secrétaire de l'Association interaméricaine des chefs d'entreprise, 1983-1984.

Membre du Conseil national des femmes.

Membre de l'Ordre dominicain des avocats.

Vice-Présidente du Comité culturel dominico-argentin.

Membre fondateur de l'Instituto Sanmartiniano, Saint-Domingue, République dominicaine.

Vice-Présidente de la Chambre de commerce dominico-chilienne, 1982.

Vice-Présidente de la Chambre dominicaine des notaires, 1983.

Secrétaire correspondante de l'Association nationale des avocates.

Chargée des relations publiques de l'Association nationale des femmes électriques, 1984.

Secrétaire pour l'Amérique du Nord, l'Amérique centrale et les Caraïbes, de la Commission des affaires américaines de l'Union internationale du notariat latin, 1982-1984.

Présidente de la Chambre de commerce dominico-chilienne, 1984.

Vice-Présidente de la Chambre de commerce dominico-haïtienne, 1984.

Conseillère permanente de l'Union internationale du notariat latin, Florence, Italie, 1984.

Trésorière de l'Union internationale du notariat latin (UINL), 1984-1986.

Directrice de l'Association interaméricaine des chefs d'entreprise, 1985-1986 et 1989-1990.

Présidente de la Chambre dominicaine des notaires, 1985-1987.

Présidente de la Table ronde panaméricaine, 1986-1988.

Membre de l'Association des femmes cadres et chefs d'entreprise.

Ambassadrice affectée à la Chancellerie (Secrétariat d'Etat aux relations extérieures) pour les questions relatives aux droits de l'homme depuis 1985.

Trésorière de l'ordre des avocats de la République dominicaine, 1988.

Professeur à l'Univeristé Eugenio María de Hostos (UNIREMHOS), 1989.

Vice-Présidente de l'Union internationale du notariat latin (UINL), 1989-1992.

Plaque de reconnaissance décernée par l'Institut préparatoire de jeunes filles pour services rendus à cet institut, 1984.

Certificat de reconnaissance de l'Ambassade du Mexique, 1988.

Conférences données et travaux publiés :

Delincuencia juvenil, Rotary Club Santo Domingo Bella Vista.

Papel de la dama rotariana, XXVIIIème Conférence du Rotary Club du District 406 et IIIème Conférence "Buena Voluntad Florida-Caribe".

La mujer abogada en los gremios, Ier Congrès national des avocates, patronné par l'ordre des avocats de la République dominicaine.

La República dominicana y el plan Reagan para la cuenca del Caribe, Ecole diplomatique et consulaire du Secrétariat d'Etat aux relations extérieures.

Derecho público sobre el derecho de familia, VIIIème Congrès de l'Union internationale du notariat latin, Montréal, Canada.

MME Grey del Carmen SORIANO DE RAFUL (suppléante)

(Candidature proposée par le Gouvernement
de la République dominicaine)

Etat civil :

Nom : Grey del Carmen SORIANO DE RAFUL
Lieu de naissance : Moca, République dominicaine
Date de naissance : 24 décembre 1953
Carte d'identité No : 149858 - 1
Situation matrimoniale : Mariée
Nom du conjoint : Tony Raful Tejada
Enfants : Faride Virginia, Raul Jafet, Farah Grey del Carmen
et Tony Abel Raful Soriano
Adresse : Calle Sur No. 1, Esq. Cotubanamá,
Millón 2do.
Téléphone : 566-9695

Etudes

Baccalauréat sciences et lettres (mixte), Colegio Santa Clara,
Saint-Domingue, 1973.

Licence de sciences politiques, spécialité en études internationales,
Université autonome de Saint-Domingue, 1982.

Diplômée de l'Ecole nationale d'expression orale, 1973, agréée
présentatrice par la Commission nationale du spectacle et de
la radiophonie.

Etudes de droit (interrompues), Université autonome de Saint-Domingue.

Fonctions exercées

Fonctions actuelles :

Ministre conseiller de la Division de l'ONU-OEA et des conférences et
organismes internationaux.

1982 : Conseillère de cette même division.

1986 : Ministre conseiller à la Mission permanente de la République
dominicaine auprès de l'Organisation des Nations Unies, New York.

Autres cours suivis

Participation au VIIème Séminaire de sciences politiques, organisé sous les auspices de l'Association des anciens boursiers en sciences politiques, du 19 au 23 mars 1979, à l'Institut culturel dominico-américain.

Participation au VIIIème Séminaire de sciences politiques, organisé sous les auspices de l'Ambassade des Etats-Unis d'Amérique, du 14 au 18 avril 1980, à l'Institut culturel dominico-américain.

Participation au IXème Séminaire, consacré à la vie contemporaine aux Etats-Unis d'Amérique et organisé sous les auspices de l'Ambassade des Etats-Unis et de l'Institut culturel dominico-américain, du 1er au 5 juin 1981.

Séminaire sur la vie et l'oeuvre de Nicolas Machiavel, organisé sous les auspices de l'Institut culturel dominico-italien et de l'Ambassade d'Italie à la Bibliothèque nationale, du 26 au 28 mai 1981.

Anthropologie marxiste et psychanalyse de la culture, cours donné à l'Université autonome de Saint-Domingue par le professeur Jean-Michel Palmier, de l'Université Paris VII (Vincennes).

Cours de relations humaines organisé à l'Ecole nationale d'expression orale, 1974.

Cours sur l'étiquette et le protocole tenu à l'APEC, 1973.

Cours semestriel d'anthropologie politique dispensé à l'Université autonome de Saint-Domingue, 1981.

Cours de brève durée sur le thème "Doctrine et idéologie", organisé du 1er au 30 août 1979 par l'Ecole de formation politique du Parti révolutionnaire dominicain.

Cours d'économie socialiste à l'Université autonome de Saint-Domingue, 1981.

Mémoire de licence : "Intervención Norteamericana (1965) en Santo Domingo y sus contradicciones en el Sistema Jurídico Internacional alrededor del Principio de No Intervención, caso de abril 1965".

Participation en qualité d'observateur représentant le Secrétariat d'Etat aux relations extérieures au Séminaire sur les travailleurs migrants organisé conjointement par le Secrétariat d'Etat au travail et le Comité pour les travailleurs migrants dans l'auditorium de la Banque centrale, 1982.

Participation en qualité de représentante du Secrétariat d'Etat aux relations extérieures au Séminaire organisé à l'intention des jeunes cadres de la fonction publique par l'Office national de planification, 1982.

Participation en qualité d'observateur au cours sur le système politique dominicain organisé par la Faculté des sciences juridiques et politiques de l'Université autonome de Saint-Domingue dans le cadre de son programme d'enseignement extra-universitaire, 1984.

Participation à des séminaires

Séminaire sur la réforme agraire, organisé à l'Hôtel Montaña, Jarabacoa, en 1975, pour présenter le programme radiophonique "Acontecer Económico" diffusé par la station HIN sous les auspices de l'Institut agraire dominicain, du Fonds international de développement et du Secrétariat d'Etat à l'agriculture, 1975.

Participation en qualité de représentante du Secrétariat d'Etat aux relations extérieures au Séminaire organisé par l'Office national de planification à l'intention des jeunes cadres de la fonction publique, 1982.

Participation en qualité d'observateur à la Réunion de la Commission des droits de l'homme organisée par le Parlement latino-américain à Saint-Domingue, les 6 et 7 février 1984.

Participation en qualité de représentante du Secrétariat d'Etat aux relations extérieures au séminaire sur le thème "Les droits de l'homme : théorie et pratique" organisé par la Fondation Ulises Francisco Espaillat et son Département d'études politiques, 1988.

Soixante-neuvième Conférence interparlementaire, tenue à Rome, Italie, en 1982.

Causerie sur "Le droit d'élire et d'être élu : l'importance du vote" donnée à l'intention de la jeunesse catholique de l'Eglise du Sacré-Coeur à l'occasion de sa semaine culturelle, 1986.

Causerie sur "Le fléau de la drogue, responsable d'une forte proportion des abandons en cours d'études universitaires en Amérique hispanique", donnée à l'invitation de l'Association des étudiants dominicains de l'Université Eugenio María de Hostos, New York, juin 1976.

Causerie sur "L'importance du foyer pour la jeunesse actuelle et son influence sur la personnalité des jeunes", donnée à l'intention de jeunes de l'église du Coeur de Marie, Ensanche Quisqueya, 1988.

Membre de l'Association dominicaine des politologues.

Membre de l'équipe de volontaires du Conseil national pour l'enfance (CONANI) depuis 1982.

Membre du Comité de soutien à l'émigrant hispano-américain, Eglise catholique de Flushing, Queens, 1986.

Cours de préparation au mariage dispensés à l'église Elizabeth, Manhattan.

M. MOHAMAD MAJZOUN (expert)

(Candidature proposée par le Gouvernement libanais)

Libanais, né en 1929

Docteur en droit public de l'Université d'Aix-Marseille (France), 1956

Professeur à la Faculté de droit et des sciences politiques et administratives à l'Université libanaise depuis 1975

Directeur de l'Institut des études politiques et Professeur de droit public à la Faculté des sciences économiques et sociales à l'Université de Rabat (Maroc) de 1960 à 1964

Doyen de la Faculté d'information et de documentation à l'Université libanaise en 1984 et 1985

Doyen de la Faculté de droit et des sciences politiques et administratives à l'Université libanaise, depuis 1985, jusqu'à ce jour

Conseiller en matière de réformes administratives au Ministère d'Etat chargé de la réforme administrative au Liban, 1973

A participé à la première promotion du corps diplomatique des Emirats arabes unis, 1971

A participé à la création de l'Union des juristes arabes en 1974; depuis lors, membre du Bureau permanent de l'Union et membre du Comité permanent pour la défense des droits de l'homme, rattaché à l'Union

Membre de la Commission des réformes constitutionnelles qui fut chargée d'élaborer une nouvelle constitution pour le Liban

A participé à de nombreuses conférences et séminaires d'intellectuels et a donné plusieurs conférences dans divers pays, dont les plus récentes :

Conférence sur la Convention contre la torture au cours d'un séminaire qui s'est tenu à Tunis fin septembre 1988, organisé par la Commission des droits de l'homme des Nations Unies

Conférence sur l'expérience libanaise au cours d'un séminaire qui s'est tenu au Caire fin février 1989, organisé par la Société arabe des sciences politiques

Conférence sur les lacunes du système libanais, tenue à l'Institut culturel à Abou Dhabi, fin mars 1989

Publications autres que celles relatives aux matières politiques et de droit qu'il enseigne à l'Université :

Le Liban et l'Orient arabe (1943-1956), en langue française, 1956

Etudes sur la politique et les partis politiques, 1972

Les détournements d'avions dans la pratique et le droit, 1974

La reconnaissance d'Israël à travers l'arrangement, 1978

Le destin du Liban en projets, 1978

L'unité et la démocratie dans la nation arabe, 1980

Etudes nationales internationales, 1981

Projet du Canal de Bahrein, 1983

La neutralité libanaise, 1984

A publié de nombreuses études sur les droits de l'homme dans la nation arabe et sur la démocratie et les libertés dans les constitutions arabes et sur la crise de la démocratie dans le monde arabe.

M. Osman EL-HAJJE (suppléant)

(Candidature proposée par le Gouvernement libanais)

Nom et prénom : EL-HAJJE, Osman

Lieu et date de naissance : Tripoli (Liban), le 21 juillet 1944

Formation : Etudes secondaires au lycée de Tripoli (Liban)
Etudes universitaires en Suisse et en France
Diplômé d'études supérieures en droit (Université de Genève)
Diplômé en sciences politiques (Institut universitaire de hautes études internationales de Genève)
Diplômé ès lettres, Université de Lyon II (Faculté des lettres et des sciences humaines)
Docteur ès sciences politiques, Université de Genève

Travaux scientifiques : Des écrits sur :
Nature du droit de vote dans la société anonyme : Prérogative ou fonction (1976)
Le mouvement Wahabite dans la presqu'île arabique au XVIIIe siècle (1978)
L'arbitrage entre Etat et personne privée étrangère (1987)
Les pays islamiques et les instruments internationaux sur les droits de l'homme (1989)
Le contrôle de l'application des conventions internationales des droits de l'homme (en préparation)
Contributions à plusieurs sessions de l'Institut international de droit humanitaire de San Remo (Italie)

Activités : Cofondateur, puis vice-président de l'Union générale des étudiants libanais en France, 1969-1970
Cabinet d'avocat à Tripoli (Liban), 1975-1976

Attaché à la Ligue des Etats arabes à Genève, depuis 1978, et à ce titre, participation à titre d'observateur aux :

Sessions de la Commission des droits de l'homme des Nations Unies depuis 1981

Sessions de la sous-commission des droits de l'homme sur la ségrégation raciale et la protection des minorités depuis 1980

Toutes les sessions de la Conférence internationale sur le droit de la mer depuis 1980. Membre du comité arabe de rédaction à ces sessions

Sessions de juillet 1980 et 1981 de l'ECOSOC

Conférence internationale sur la deuxième décennie de la lutte contre la ségrégation raciale, août 1983

Conférence des Nations Unies sur la Palestine, septembre 1983

25ème Conférence internationale de la Croix-Rouge, octobre 1986

Toutes les sessions du Comité exécutif du Haut commissariat des Nations Unies pour les réfugiés depuis 1980

Toutes les conférences internationales de l'OIT depuis 1981, et toutes les sessions du Conseil d'administration du BIT, depuis 1981

Toutes les conférences de l'OMS depuis 1980. Toutes les sessions du Conseil exécutif de l'OMS depuis 1982

Les trente-cinquième, trente-sixième et trente-septième sessions de la Commission du droit international

La première et deuxième Conférence internationale des Nations Unies sur l'aide aux réfugiés en Afrique (ICARA I et II)

Conférence internationale sur les réfugiés du Sud-Est asiatique, Genève, juin 1989